

# Un tabou est tombé : la moitié de la dette grecque détenue par les investisseurs privés sera annulée. Pour le reste, le sommet de la zone euro d'hier s'est penché sur la gouvernance économique. Un changement de traité est à l'ordre du jour pour imposer la « discipline budgétaire ».

**D**eux sommets en quatre jours. C'est un signal que l'heure est grave. Hier soir, se tenait le sommet de la zone euro. La rencontre d'hier ne devrait pas tout résoudre. Au point que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a convoqué une deuxième réunion, mercredi. Symbole de la panique à bord à Bruxelles, Nicolas Sarkozy lâchait hier : « *Nous sommes en réunion en permanence* », mais « *il y a des progrès* ».

Quels progrès ? Pour l'instant, les dirigeants de la zone euro sont d'accord sur une stratégie. Premièrement, les Dix-Sept prennent acte de l'échec de leur politique pour régler la crise grecque. L'austérité a en effet plongé le pays dans la récession, empêchant Athènes de rembourser sa dette. Les dirigeants européens acceptent une annulation partielle de la dette grecque. Les investisseurs perdront donc plus de 50 % de ce qu'ils ont investi. Deuxièmement, il faut recapitaliser les banques, qui seront mises en difficulté par la dévalorisation de leurs actifs grecs. Troisième-

ment, il faut renforcer le Fonds européen de stabilité financière (Fesf), pour empêcher que les spéculateurs ne s'attaquent à l'Italie et à l'Espagne. Or, le diable se niche dans les détails, sur lesquels Paris et Berlin sont loin d'accorder leurs violons.

## 107 MILLIARDS D'EUROS POUR LES BANQUES

Les solutions avancées sont inédites, même si l'absence de volonté de s'émanciper des marchés financiers prédomine. Herman Van Rompuy informait hier d'une modification des traités pour « *renforcer la discipline budgétaire* ». Avec le pacte pour l'euro et le « semestre européen » déjà adoptés, la gouvernance économique se traduit par une austérité budgétaire et salariale. Ce n'est pas assez pour certains. Guido Westerwelle, ministre allemand des Finances, a demandé samedi un « *changement des traités* ». Peut-être même, « *la Cour européenne de justice* » doit-elle être « *dotée d'un rôle de surveillance budgétaire* ». Traduction : le contrôle de la règle d'or ne se ferait plus par des juridictions nationales, mais par l'UE. Pour le chef de

file des libéraux allemands, les États qui appellent à l'aide de l'UE devraient « *renoncer à certains pans de souveraineté* ». L'UE doit pouvoir « *intervenir dans leurs budgets nationaux* ».

À peine élu hier président des sommets de la zone euro, Herman Van Rompuy a demandé « *un grand effort* » à l'Italie. Pourtant, son Parlement a adopté pour 90 milliards d'euros de mesures d'austérité cet été.

Mais, face aux exigences des opinions publiques, les Dix-Sept sont obligés de rogner sur les prérogatives des marchés. Le tabou selon lequel un pays peut ne pas rembourser sa dette est tombé. Samedi, les ministres des Finances ont décidé de porter de 21 % à 50 % l'annulation partielle de la dette grecque envers le secteur privé. Il reste que cette dernière advient alors qu'une grande partie de cette dette a déjà été transférée aux autres États ou à la Banque centrale européenne. Et que cette annulation se fait sur une base « volontaire » des créanciers !

Samedi, les ministres ont adopté un plan de recapitalisation des banques à hauteur de 107 milliards d'euros pour qu'elles puissent survivre aux pertes liées à la dette grecque. Les banques se financeront sur les marchés. Mais l'idée semble de plus en plus partagée que si elles devaient faire appel aux États, les banques se verraient interdites de verser des dividendes ou des bonus.

Concernant le renforcement du Fonds européen de stabilité



Geert Vanden Wijngaert/AP

**Les États resteront sous la pression des spéculateurs qui continueront de fixer les taux.**

financière (Fesf), créé pour aider les États en difficulté, une solution subversive s'est invitée un moment dans le débat, portée par la France. Le Fesf serait autorisé à emprunter auprès de la BCE (1,5 %) et à prêter aux États à un taux d'intérêt réduit. Aujourd'hui, il est contraint d'emprunter sur les marchés à environ 3 %. Cette idée a été écartée samedi, car contraire selon la Commission aux traités européens. Or, le Fesf n'est doté que de 440 milliards d'euros. Il faudrait 1 000 milliards, selon les analystes, pour rassurer les marchés. Au garde-à-vous face aux investisseurs privés, l'Allemagne et la Commission proposent qu'au lieu de prêter directement aux États, le Fesf garantisse une partie des titres de dette qu'achèteront les investisseurs privés, qui continueront ainsi de fixer les taux d'intérêt. Les États resteront sous la pression des spéculateurs. C'est sur cette base que discutaient hier et négocieront mercredi les Dix-Sept.

**GÆL DE SANTIS**

## 53 % DES FRANÇAIS RÉVOLTÉS

Selon un sondage exclusif Ifop pour le *Journal du dimanche* et Maximal Productions, publié hier, 53 % des Français sont « *révoltés* » face à la crise, tandis que 29 % d'entre eux se disent « *résignés* ». Seulement 11 % des sondés sont confiants. Ils sont 46 % à estimer que la situation économique ne s'améliorera pas avant 2014. Une majorité d'entre eux (57 %) pensent que la dette et le déficit sont « *un problème très grave qu'il faut traiter sans attendre, quitte à prendre des mesures douloureuses et difficiles* ».